

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 6 MAI 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50f

EDITORIAL LIBAN L'IMPERIALISME FRANCAIS DANS UN GUEPIER

"Nos parachutistes sont tombés au cours d'une série d'attaques délibérément provoquées - on pourrait même dire programmées - par les extrémistes libano-palestiniens."

Ainsi s'exprime un journaliste de "l'Aurore". La plupart des grands journaux français ne sont pas en reste. Le chauvinisme cocardier a trouvé dans les derniers événements du Liban de quoi s'alimenter.

Eh Oui ! La France était partie là-bas - au Liban - (couvert par l'ONU) ramener un peu d'ordre et voilà que ces peuples ingrats ne reconnaissent même pas ses mérites ! Bien loin de là, on attaque les troupes françaises !

Pendant que les super-puissances, USA et URSS, mènent leur jeu par états interposés, c'est à l'impérialisme français qu'échoit le sale boulot, sur le terrain. Mais c'est l'impérialisme français lui-même qui gonfle les biceps pour montrer qu'il est encore capable de faire peur, après les éclats subis dans ses anciennes colonies. Giscard a la prétention de jouer un "rôle international".

En réalité il s'agit pour les Américains et les Russes de laisser le contingent de "casques bleus" français essayer les plâtres, pendant que les vraies solutions sont débattues ailleurs - à Moscou et Washington notamment.

C'est ce qui fait écrire au "Figaro" avec amertume : "Toutes les forces internationales souffrent de la même faiblesse : le flottement dans le commandement, et dans le cas de l'ONU l'hypocrisie ou la naïveté ..."

Voilà les pleurnicheries auxquelles est réduite la bourgeoisie française pour avoir voulu jouer à la "grande nation".

Ce jeu là, l'impérialisme français le mène au profit de l'ensemble de l'impérialisme mondial mais secondairement il tente de préserver un peu de son influence passée au Liban. Mais la position est très délicate. Il faut ménager ses alliés arabes - les états acheteurs d'armes en France - sans pour autant mécontenter les grandes puissances.

Le point d'accord entre toutes ces

Suite page 2

GUADELOUPE

cofrigo: la grève continue

DERNIERE HEURE

LE RETOUR DE DEJAHAM

Au début d'avril on se souvient, débutait la grève des employés de COFRIGO. La direction avait promis d'augmenter le fixe des chauffeurs, celui-ci étant fixé à 60 F. par jour, les employés réclamaient simplement que ce fixe passe au SMIC soit 65 F. La commission étant de 35 à 40 centimes par caisse à condition de dépasser 5 000 caisses par mois. La direction refusé toute entrevue avec les délégués du personnel. Aussitôt l'assemblée du personnel réagissait contre cette mesure arbitraire, protestant contre les mauvaises conditions de travail et les bas salaires qui existent au sein de l'entreprise.

Rappelons qu'il n'y a pas de vestiaires, pas de douches et qu'il n'y a que 3 W.C. pour 150 personnes.

La direction de COFRIGO est seule responsable de la poursuite de cette grève car prétextant des "raisons de santé", le directeur de l'entreprise fuyant ses responsabilités, quitta la Guadeloupe le 15 avril 78, refusant par là toute négociation.

Cependant, on vient d'apprendre en même temps que le retour de Dejaham en Guadeloupe, sa déclaration sur France-Antilles au sujet de ce mouvement. D'après ce dernier, la grève est le fait d'une minorité de grévistes et celle-ci a été déclenchée alors même qu'il avait déjà annoncé son intention d'augmenter les salaires. D'autre part, il accuse la CGT de refuser de négocier sur "des bases sérieuses". En fait, toute l'attitude de ce monsieur indique qu'il n'est pas prêt à satisfaire les revendications des travailleurs. Mais cela fait quatre semaines que les travailleurs sont en grève et il ne sont pas prêts à céder.

Il existe un moyen de faire échec à toute tentative du patron de semer la division dans leurs rangs, c'est de renforcer le mouvement et de faire appel à la solidarité de tous les autres travailleurs.

MARTINIQUE

CENTRE HOSPITALIER DE TRINITE

VERS LA GREVE LE 10 MAI

Mercredi 3 mai, le personnel du Centre hospitalier de Trinité, réuni en Assemblée Générale, décidait à l'unanimité moins une voix, de déclencher une grève illimitée pour obtenir satisfaction sur leurs revendications :

- titularisation de tous les auxiliaires en place,
- ouverture des nouveaux services,
- paiement des salaires,
- indemnités et primes diverses.

Les employés de Trinité ont choisi finalement de faire la seule chose qui pourra changer leur sort. Ce n'est qu'en se battant qu'ils obtiendront satisfaction à leurs revendications.

Ceux de Trinité sont très déterminés. Ils ont décidé d'engager la lutte, mais ils ne doivent pas être les seuls à le faire. Car la situation qui est vécue à

Trinité se répète dans la plupart des hôpitaux de Martinique sur bien des aspects.

Cette lutte de Trinité doit ouvrir la voie à tous les travailleurs des hôpitaux. Car toutes les forces mises ensemble, les hospitaliers contraindront les services de l'action sanitaire et de la Préfecture, à céder.

J. BIBRAC

Directeur de publication : M. BEAUJOUR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

5^{ème} supplément au mensuel

86

M. PEYREFFITTE ET LES ACCIDENTS DE LA ROUTE.

M. Peyrefitte - encore lui - déclarait à la radio qu'il y avait trop d'accidents de la route aux Antilles - et en particulier en Guadeloupe.

Il y en aurait paraît-il trois fois plus qu'en France.

Solution proposée par Peyrefitte : il faut sévir ! Il faut être dur avec les contrevenants au code de la route !

Soit ! Mais M. Peyrefitte qui fait des comparaisons avec les accidents en France aurait dû comparer aussi les réseaux routiers des deux pays. Il aurait pu se rendre compte à quel point celui des Antilles est **insuffisant** et mal réalisé. Et donc, il en aurait déduit à quel point il est meurtrier !

M. Peyrefitte n'a pas pensé à tout ça ! D'ailleurs il n'est pas là pour penser, mais pour "sévir", sanctionner, emprisonner comme tout bon ministre de la "justice" qui se respecte.

MARIE-GALANTE (gpe): LES PETITS PLANTEURS NE SE

LAISSENT PAS FAIRE.

Les petits planteurs de Marie-Galante ont eu ces jours-ci à réagir, face à la rapacité et au mépris de la direction de l'usine Grand-Anse. En effet, celle-ci avait décidé d'arrêter la pesée des cannes à partir de 14 H. Or, certains planteurs doivent faire des kilomètres, parfois sur des charrettes à boeufs, pour amener leur canne à l'usine. Et là, ils forment de longues files où il faut attendre parfois des heures pour passer. La semaine dernière, alors qu'ils étaient encore nombreux, la direction leur fit savoir que la pesée était terminée. Mais les planteurs n'acceptèrent pas de repartir ainsi chez eux, avec leur canne déjà coupée. Ils allèrent donc au bureau du directeur, Manégrier, et contraignirent cet individu à venir lui-même peser les

cannes. A 18 H, fatigué, il dut demander de l'aide. Mais les planteurs avaient obtenu gain de cause, en employant le seul langage que comprennent les patrons : la force.

Un autre problème se pose : celui de la richesse saccharine. Ce n'est un secret pour personne que les usiniers profitent de ce système pour voler les planteurs.

Ces derniers temps, certains se sont vu affirmer que leur canne atteignait 6,5 ou 7,5 de richesse, ce qui n'arrive jamais à Marie-Galante. Un certain nombre se sont réunis le 21, et le lundi 24, des officiels sont venus en visite. Comme par hasard, le lendemain, on atteignait des chiffres de 9,95, ou 10,5 voire 11,5.

MARTINIQUE

AFFAIRE JALIA : LA DROITE APPELLE A LA REPRESSION CONTRE LA GAUCHE ET LES TRAVAILLEURS !

GUADELOUPE : LES TRAVAILLEURS DOIVENT EXIGER L'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE.

La société SIGAM (anciens établissements Fiat) vient de faire savoir par lettre individuelle aux 25 travailleurs qui y sont employés qu'ils seront licenciés à compter du 31 Juillet 1978.

La raison de ces licenciements : les difficultés économiques que connaît actuellement cette société. Aux dires des dirigeants, elle serait sur le point de faire faillite.

Parmi les travailleurs certains ont près de 14 années d'ancienneté. Il n'y a donc aucune raison qu'ils se laissent ainsi licencier sans réagir.

En particulier ils devraient commencer par réclamer à la direction des informations précises

sur ces soi-disant difficultés économiques, et exiger en fait l'ouverture des livres de compte. Car ce n'est pas la première fois que des entreprises de Guadeloupe se déclarent en difficulté pour se débarrasser des travailleurs, et par la suite investissent ailleurs. Les 25 travailleurs de la Sigam doivent se mobiliser pour imposer que la direction leur rende des comptes.

Les ténors de la majorité, M. Renard Jean-José Clément, Jean Bally, et autre Miguel Laventure, poussent maintenant des cris devant ce qu'ils appellent "le désordre" soulevé par les employés municipaux de Fort de France qui se sont mis en grève et ont manifesté contre l'inculpation de leurs camarades.

Non contents d'avoir déjà demandé que les anti-colonialistes soient traduits devant la cour de Sécurité de l'Etat, les voilà maintenant qui accusent le P.P.M. de "manipulation" et "d'agitation subversive parmi les employés municipaux", d'actuation d'intoxication" et d'"appels au désordre" parmi la population.

Nul doute que ces propos hystériques sont un nouveau moyen d'appeler à la répression contre la gauche et les employés municipaux de Fort-de-France.

Mais du côté de ces derniers, la riposte s'organise : les organisations de gauche et des révolutionnaires (F.C.M., P.P.M., P.S.M., C.O., G.R.S., C.G.T.M.) ont constitué un comité provisoire de soutien aux familles des emprisonnés et ont déjà entrepris de diffuser des tracts explicatifs à la population. Ils appellent celle-ci à manifester concrètement sa solidarité avec les employés municipaux inculpés ou à leurs familles.

L'action doit continuer jusqu'à la libération des travailleurs emprisonnés.

Mais qu'il s'agisse du SMIC-France ou du SMIC-DOM, ces sont des salaires qui ne permettent pas de vivre correctement. Les 3,9 % de hausse de ces SMIC sont déjà largement rongés par l'incessante hausse des prix qui sévit. Le gouvernement lui-même, qui parle de lutte contre l'inflation, vient de procéder à toute une série de hausses des tarifs publics qui ne manqueront pas de se répercuter sur le prix des marchandises les plus nécessaires.

A côté de ces tristes réalités, que valent les beaux discours de ceux qui gouvernent ? Ils ne sont là que pour tenter de retarder le plus possible l'inévitable explosion de colère de ceux qui n'en peuvent plus de vivre avec des moyens aussi dérisoires.

Mais les beaux discours de M. Barre ou de M. Giscard ne sauveront pas les patrons de la colère des travailleurs. Devant les difficultés croissantes, les pauvres chercheront et trouveront en fin de compte le moyen de mettre fin à tout cela.

EDITORIAL (suite)

parties reste qu'il faut désarmer et écraser les palestiniens. Il n'y aura pas de solution durable au Moyen-Orient sans régler la question palestinienne. Une façon de le faire serait, pour l'impérialisme, de mettre à genoux ce petit peuple qui se bat depuis si longtemps pour avoir le droit d'être autrement qu'éternels réfugiés.

Les affrontements qui viennent de se dérouler sont là pour montrer que si l'on veut éliminer les palestiniens ceux-ci sont prêts à faire payer très chèrement leur peau. Les palestiniens ne se rendront pas mais obtiendront satisfaction ou mourront les armes à la main.

L'impérialisme français est-il prêt à se disputer l'honneur de procéder au massacre des palestiniens ?

SMIC : SALAIRE DERISOIRE FACE A LA HAUSSE DES PRIX !

Le SMIC (salaire minimum auquel tout salarié doit être payé) vient d'augmenter. Il faut remarquer qu'il existe toujours une discrimination entre le SMIC valable en France et celui qui est appliqué ici.

Ainsi pour la France, il est de 418 F pour 40 h de travail et pour les soi-disant DOM de 341,50 F pour le même temps de travail.